



La rosière au bras du maire, Raymond Barbet, en 1935. Contrairement à la rumeur répandue pendant la campagne électorale, la cérémonie n'est pas supprimée mais devient strictement laïque.

PHOTOS DR



Le maire Fernand Croÿ et la rosière dans les années vingt.



En 1936, Raymond Barbet reçoit les ouvriers de l'usine Willème, venus remercier la municipalité pour le soutien matériel apporté aux grévistes.



L'acquisition, en 1937 dans l'Yonne, de la propriété d'Hautefeuille pour y établir une colonie de vacances sera l'un des actes emblématiques du programme social appliqué par la nouvelle municipalité.

Les élections municipales à Nanterre en 1935

Il y a quatre-vingts ans, les 5 et 12 mai 1935, les électeurs nanterriens choisissent, pour assumer les responsabilités municipales, une liste de candidats présentés par le Parti communiste français dans le cadre du pacte d'union antifasciste de front populaire.

En 1935, Nanterre est une commune ouvrière en expansion. Son fort accroissement démographique est associé à un potentiel industriel toujours croissant. Le nombre d'habitants est passé de 17 262 en 1906 à 46 075 en 1936, dont près de 71 % de population prolétaire. Des quartiers se sont formés loin du bourg administratif et commercial, éloignés des écoles et des moyens de transports. Les nouveaux arrivants ont construit leurs habitations, souvent eux-mêmes, à l'économie, le prix du terrain déterminant le choix de l'implantation. Si les axes principaux sont bordés de pavillons, voire d'immeubles collectifs, ceux-ci se font plus rares en pénétrant sur les anciens terrains de culture où la voirie est restée à l'état de chemins non viabilisés. L'habitat y est plus modeste, de taille insuffisante pour loger les familles. Il est souvent constitué de chalets de bois, de maisonnettes construites en carreaux de plâtre ou parpaings de mâche-

fer, et de baraques. Le confort est rudimentaire, le gaz, l'eau courante, autre que les fontaines publiques, le tout-à-l'égout, et parfois l'électricité, sont absents. La profession de foi d'un groupe de huit habitants de la rue Jenny, qui se portent candidats, est révélatrice des aspirations immédiates : « ... nous sommes et entendons rester purement indépendants et simplement réclamons les conditions d'hygiène normales qui nous sont dues, et le même droit que tous les autres citoyens de la commune aux avantages que le progrès moderne leur accorde. »

Développement du mouvement ouvrier
Les bas salaires, les mauvaises conditions de travail dans les entreprises et la précarité de l'emploi ne laissent aucun espoir d'amélioration des conditions d'existence. À la veille des élections, le chômage touche 2 120 personnes alors que la protection sociale ne relève souvent que de la bienfaisance. Cette situation a favorisé, dès la fin du XIX^e siècle,

la création d'associations de défense des quartiers très actives, qui ont contribué à la transformation des opinions politiques et offert un terreau favorable à l'implantation des partis de gauche. Les municipalités successives n'ont pas mesuré, ni anticipé, l'ampleur et le rythme de cette évolution. Les indispensables aménagements des quartiers périphériques ont été délaissés. Il est déjà trop tard quand le maire sortant, Fernand Croÿ, présente ses projets dans son bilan de mandat. Les élections ont lieu dans un climat de crise sociale et politique pesant. Face à la montée du fascisme en Europe et de l'activisme des ligues d'extrême droite en France, le Parti communiste et le Parti socialiste ont conclu, le 27 juillet 1934, un pacte d'unité d'action. 9 755 électeurs sont inscrits, répartis sur neuf bureaux de vote. Les femmes n'ont pas encore le droit de vote. Néanmoins, la préfecture craint que des communes organisent des scrutins parallèles mixtes. Une note de service sur l'organisation des élections rappelle qu'aucun dépôt de liste de femmes ne doit être admis sur les tables des sections de vote. Lors du dépouillement, les noms de femmes sur des listes mixtes seront considérés comme nuls.

Des candidats ouvriers pour une population ouvrière

Le 5 mai 1935 a lieu le premier tour. Trois listes principales sont en présence, une liste indépendante et deux candidatures individuelles :

- Une liste de Concentration républicaine et démocratique et d'action municipale, conduite par le maire sortant, Croÿ Fernand, industriel. Elle est constituée de plusieurs chefs d'entreprise ou d'exploitation, de grands négociants, d'un médecin, d'artisans, d'employés des chemins de fer ou du commerce, d'un chaudronnier, de notables retraités ou médaillés. Aucune affiliation politique des candidats n'est indiquée hormis leur adhésion syndicale pour deux d'entre eux.
- Une liste du Parti communiste avec Brandy Pierre, cheminot, en tête de liste. Elle comporte 23 membres du Parti communiste et sept sympathisants syndiqués. Elle regroupe une majorité d'ouvriers, huit cheminots, deux artisans, un ingénieur syndiqué, deux petits commerçants et un retraité.
- Une liste des candidats socialistes et de défense des intérêts collectifs. Conduite par Vioux René, marchand forain. Elle rassemble divers employés, un industriel, un entrepreneur de transports, des artisans et des anciens combattants et mutilés.

- Enfin une liste indépendante d'habitants de la rue Jenny, formant le Comité communal d'hygiène. Un candidat travailliste et un candidat de la Fédération des locataires se présentent individuellement. À l'issue du scrutin, la liste de Concentration républicaine recueille 40,30 % des suffrages exprimés, la liste du Parti communiste arrive en 2^e position avec 35,68 % des voix, suivie par la liste des candidats socialistes avec 23 % des voix. La liste des indépendants reçoit 83 votes favorables. Le scrutin de ballottage se déroule le 12 mai 1935. Deux listes principales restent en présence.
- Une liste d'Unité d'action antifasciste qui réunit treize communistes, sept sympathisants et dix socialistes.
- La liste du maire sortant, rejointe par quelques socialistes, et dont la seule profession de foi est de « faire barrage aux bolchéviques ». Le choix des électeurs se porte à 51 % sur la liste d'unité antifasciste. La liste du maire sortant obtient 47,46 % des voix, reçues essentiellement dans les trois bureaux de vote du quartier du centre.

Un tournant dans la vie politique de la commune

Dans les jours qui suivent, Raymond Barbet

est élu maire. C'est un cheminot âgé de 33 ans. Homme de terrain influent, il est connu très favorablement de la population par son activité militante et ses interventions en faveur des chômeurs. Sur les quatre adjoints au maire, deux sont socialistes mais rejoindront les rangs du PCF en cours de mandat. Les élections de 1935 révèlent plus qu'une seule volonté de changement dans la gestion des affaires communales. Plus profondément, les résultats affirment l'adhésion d'une majorité de Nanterriens aux valeurs du Front populaire. Ainsi, Waldeck Rochet, présenté par le Parti communiste, sera élu conseiller général au premier tour des élections cantonales du 26 mai 1935 et sera élu député en mai 1936, obtenant la majorité à Nanterre et dans l'ensemble des bureaux de vote. Personnalité charismatique, Raymond Barbet (1902-1978) sera régulièrement réélu maire et exercera son mandat jusqu'en 1973. Il sera conseiller général de 1937 à 1967 et député de 1962 à 1978.

ROBERT CORNAILLE
SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DE NANTERRE

